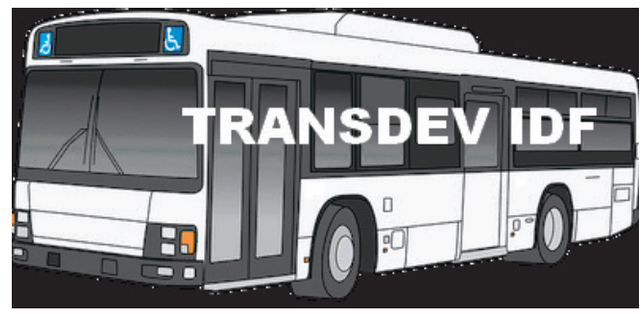
GRÈVE À TRANSDEV
LES RAISONS DE LA COLÈRE

Après plusieurs semaines de grève, la direction de Transdev et madame Pécresse avec Ile-De-France Mobilités restent sourds aux revendications des chauffeurs de bus, créant ainsi les conditions d'un enlisement sur le dos des usager.es, des salarié.es, des scolaires. **C'est inacceptable.**

Les chauffeurs de bus de plusieurs dépôts en Ile-de-France, dont Vaux-Le-Penil, subissent les nouveaux contrats de mise en concurrence imposés par Mme Pecresse aux opérateurs dont le zèle n'a d'égal que le mépris à l'égard de leurs salariés comme à Transdev avec :

- la dégradation de leur condition de travail,
- la perte de rémunération,
- l'augmentation des amplitudes horaires qui nuit à leur vie familiale,
- l'absence de formation sur les nouveaux matériels.

Pourtant, l'ensemble des salariés, chauffeurs, contrôleurs de Transdev ont joué le jeu pendant plusieurs mois, répondant aux efforts demandés par leur direction pour que Transdev remporte l'appel d'offres. En retour, la direction de Transdev les trahit, les méprise en leur imposant de nouvelles règles inacceptables mettant en jeu leur sécurité et celle des usagers.



Mme Pécresse avec sa majorité, se targue de vouloir baisser de 10% le coût des transports. Nous constatons amèrement que cela se fait à l'encontre des chauffeurs, de la qualité de service et des usagers.

Mr Vogel, le président de l'agglomération et maire de Melun ne peut pas s'extraire du conflit. 2,9 millions d'euros de nos impôts intercommunaux sont versés pour notre réseau de bus. La demande de remboursement du pass navigo est normale mais ne suffit pas . Il faut que IDFM et Transdev répondent aux exigences des salariés et des usagers qui, de concert, demandent une véritable qualité de service.

Les grévistes ont remis la semaine dernière un projet de sortie de grève, aucune réponse à ce jour. Ils sont choqués que IDFM et Transdev jouent le pourrissement du mouvement au mépris des usagers qui doivent depuis plusieurs semaines trouver les ressources pour se déplacer sans service de bus.

Les agents des transports en commun subissent de la même façon que les enseignants, les personnels soignants, les agents de l'énergie, les attaques de déconstruction des services publics pour les offrir à la loi du marché. Il faut mettre fin à ces politiques libérales. Elles nuisent aux salariés et les opposent. Soyons solidaires, les véritables responsables sont Mme Pécresse et la direction de Transdev (co-administration entre la Caisse des Dépôt et le groupe familial allemand Rethmann), acteurs de la mise en œuvre des orientations européennes.

Le réchauffement climatique nous impose une grande politique de déploiement des transports en commun publics tendant vers une gratuité d'accès pour une réelle qualité de service auprès des usagers.

Nous réclamons que tous les opérateurs intègrent une régie publique des transports en commun avec un statut unique basé sur le mieux disant pour l'ensemble des agents mettant ainsi fin à une concurrence inepte et déshumanisée, faite pour aiguiser les appétits des actionnaires dont on sait où vont leurs rentes, vers les paradis fiscaux.

Les usagers ne sont pas du bétail, ils méritent un haut niveau de service au quotidien.

Nous soutenons les justes revendications des "Transdev", et appelons à élargir le mouvement de solidarité en Île-de-France, à l'image des agent.es RATP présent.es à leurs côtés.

Une nouvelle fois, nous nous adressons à toutes les autorités responsables de cette situation, de Mme Pécresse et sa majorité, au conseil d'administration d'IDFM, du PDG de Transdev au Ministre des Transports, afin que ce mouvement social d'ampleur puisse être enfin respecté et entendu.

Le Parti Communiste Français et ses élu.e.s au Sénat, à l'Assemblée nationale, à la Région, au Département, à l'agglomération melunaise et aux conseils municipaux de Melun, Dammarie-Lès-Lys et Vaux-Le-Pénil

Contact PCF 77
pcf.fede77@free.fr